

Le chirurgien-baron François GIRARDOT

(1773-1831)



un oublié de l'Histoire*

par Jean-François LEMAIRE

*« Je suis oiseau, voyez mes ailes
Je suis souris, vivent les rats ! »*

LA FONTAINE.

Dans son introduction aux *Mémoires* de Louis-Vivant Lagneau, chirurgien de la Grande Armée, qui furent publiées en 1913, Frédéric Masson, dont il est inutile de rappeler la place qu'il tint et tient encore à titre posthume dans la science napoléonienne, déplorant la parcimonie avec laquelle l'Empereur ouvrit les rangs de sa noblesse aux médecins, souligne que le Service de santé militaire ne fournit que six barons d'Empire sur les quelque mille quatre-vingt-dix créés de 1808 à 1814.

« En prenant tout, écrit-il, même des chirurgiens qui n'ont jamais paru aux armées, on arrive à six barons : Boyer, Desgenettes, Heurteloup, Larrey, Percy, Yvan. »

Or, lorsqu'on se rapporte à la liste établie au début du siècle par Louis de Ribier, revue dans ces dernières années par Pierre Huard, c'est au chiffre de 13 que l'on s'arrête. En fait, l'un d'eux n'a été anobli que sous la Restauration — Michel de Tretaigne : baron Michel en décembre 1829 et Michel de Tretaigne seulement en février 1861 — et trois autres ne l'ont été

* Communication présentée à la séance du 24 mars 1979 de la Société française d'histoire de la médecine.

qu'au titre de maires de grandes villes (Dijon, Metz et Nancy). Demeurent donc neuf médecins. Disons plutôt, pour inclure sans ambiguïté dans l'expression les chirurgiens largement majoritaires, reprenant d'ailleurs l'appellation de l'époque, neuf représentants de « l'Art de guérir ». Retirons-en encore deux, Corvisart, qui ne supportait pas le son du canon, et Dubois, anobli comme accoucheur de l'impératrice, ce qui par définition l'éloignait des armées. Restent sept et non six barons. Frédéric Masson, comme quasiment tout le monde avant lui et depuis, en a oublié un qui figure pourtant sur la liste de Louis de Ribier, le baron François Girardot.

L'ayant en vain cherché partout — et Dieu sait que la littérature napoléonienne n'est pas chiche en personnages — mais ne l'ayant rencontré nulle part, je n'avais plus qu'à remonter aux sources. Trois dossiers, un au Val-de-Grâce, deux au Service historique de l'armée de terre, devaient me permettre de reconstituer, au sein d'une époque riche en zigzags, une vie particulièrement ballottée. Mais même lorsqu'on met la main sur le passé de certains, les choses ne s'éclairent pas pour autant, car ce sont de véritables puzzles qui se présentent alors. Ce fut le cas ici, chacun des dossiers ne contenant pas une partie de la vie de Girardot, mais des éléments de l'ensemble qui ne prenaient leur sens qu'imbriqués les uns aux autres, une fois extraits de cotes où, a priori, rien ne les appelait. Ainsi, au Service historique de l'armée de terre, le dossier relatif à sa carrière livre des documents intéressants, mais les principaux se rencontrent d'une façon inattendue dans celui de pension, totalement indépendant du précédent et où le hasard, qui est comme chacun le sait, l'allié le plus précieux des savants, des cuisiniers et des historiens, me les fit trouver.

François Girardot naît le 29 septembre 1773 (1) à Semur-en-Auxois, fils d'un magistrat procureur aux cours royales. En septembre 1791, à 18 ans, il est médecin de troisième classe à l'hôpital militaire de Dijon. Ce qui, malgré l'apparence, n'est pas particulièrement jeune, ce titre de médecin ou chirurgien de troisième classe se situant le plus souvent avant même les études. Laënnec, pour ne citer que lui, est à 14 ans chirurgien de troisième classe à l'hôpital militaire de Nantes. En novembre de la même année, sans qu'on en connaisse les motivations, Girardot émigre et se retrouve, au sein de l'armée du prince de Condé, volontaire à cheval de la légion Mirabeau. Durant quelques années, apparemment pas de médecine ni de chirurgie. En 1795, il passe comme maréchal des logis aux hussards de Baschi, puis gagne deux ans plus tard l'épaulette de sous-lieutenant à la 22^e compagnie de chasseurs nobles où il demeurera jusqu'à la dissolution en 1802 de l'armée de Condé. Girardot décide alors de rentrer en France. A Dijon ou à Paris, il faut bien le dire, son émigration n'avait pas beaucoup frappé les esprits. Trois ans après son départ, l'Administration l'ignorait encore, qui lui adresse le 18 frimaire an II (décembre 1794), à une adresse parisienne, un ordre de se rendre « dans les plus courts délais » à Tours, en vue de rejoindre l'armée des Côtes de l'Ouest où il vient d'être affecté comme chirurgien-sous-aide major.

(1) Certaines pièces erronées le font naître le 7 septembre 1771.

De cette première phase militaire, Girardot ne ramènera pas grand chose au pays, hors quelques blessures sans gravité. Sans gravité, sinon qu'il les doit à d'autres Français. En 1793, un coup de feu à l'épaule droite ; en 1795, un coup de sabre à la poitrine ; en 1799, un coup de feu à la jambe droite. A l'évidence, les choses se passent bien, car l'ancien émigré se retrouve, en août 1803, élève en médecine à l'Hôtel-Dieu de Paris. Et, le 9 mai 1804, deuxième de la promotion de l'Internat des hôpitaux de Paris, la troisième depuis la création de celui-ci en 1802. Puis c'est le silence des archives durant un certain temps, jusqu'au mariage en janvier 1807 avec une demoiselle Henriette Savin et la nomination, le 12 mars 1808, comme officier de santé de première classe au régiment des cheveau-légers lanciers polonais de la Garde.

Girardot demeurera jusqu'en 1814 affecté à cette unité créée au printemps 1807 et qui sera d'abord engagée en Espagne où ses lanciers — « los infernos picadores » — laisseront d'ailleurs un vif souvenir. En 1809, il la suit en Autriche où il sera fait chevalier de la Légion d'honneur. En 1812 en Russie, puis en Allemagne en 1813 où elle va se couvrir de gloire à Dresde ; et c'est toujours avec elle qu'il débouche l'année suivante sur la campagne de France. A Montereau, le 18 février, Girardot, qui se dépense sans compter, est blessé pour la première fois sous le drapeau tricolore. Apparemment peu de chose, puisqu'il ne semble pas qu'il y ait eu de congé, mais, dès les lendemains de la bataille, le chirurgien est promu officier de la Légion d'honneur. Sans doute le commandement est-il en 1814 devenu assez libéral en matière de décorations qui ont au moins l'avantage d'aider au moral des troupes. Dans ses *Mémoires*, Ségur rapporte qu'à la suite d'un combat devant Reims, il demanda trente-neuf croix d'officiers ou de chevaliers. En d'autres temps, il en aurait péniblement obtenu le tiers. Ici, la liste revient presque aussitôt du Grand Quartier général, entièrement retenue (2). Qu'importe, à dire vrai, la gravité même de la blessure de Girardot. Celle-ci ne fait qu'objectiver les risques qu'il ne cessait de prendre et qui, eux, valent bien la promotion.

Mais le grand jour de sa vie va se lever le 7 mars à Craonne. Au cœur du déluge de feu que fut cette bataille, descendu de cheval, il est penché sur un blessé, quand un boulet le frappe de plein fouet. Le nuage dissipé, le chirurgien gît sur le sol, la jambe droite disloquée. Si nous savons que sa monture est tuée à côté de lui, l'Histoire n'a pas retenu le sort du malheureux à qui il donnait ses soins. Ses infirmiers se précipitent. On le charge sur un brancard et l'on s'apprête à se diriger vers l'ambulance la plus proche lorsque Girardot, conservant toute sa conscience, avise un groupe de cavaliers qui, à une centaine de mètres, n'ont rien perdu de toute la scène. Au milieu d'eux, Napoléon. Alors le chirurgien, couvert de sang et de terre, la cuisse brisée, la jambe ne tenant au corps que par quelques lambeaux sanglants, se redresse et, rassemblant ses forces, lance un vibrant « Vive l'Empereur ». Celui-ci, dans sa vie, aura eu beau voir bien des choses, à Craonne en particulier où plusieurs généraux vont joncher le sol, mais cette force de caractère sort du commun, surtout émanant d'un de ces médecins

(2) « Une promotion aussi nombreuse, dans un seul corps, était inouïe. Je n'espérais pas en obtenir le tiers : je me trompais. L'Empereur approuva, accorda tout... » Ségur, *Mémoires*, tome VII.

Etat des Services, Campagnes et Blessures de M. Girardot
François, chirurgien major — Compagnie, né le 29 Septembre 1793
à Semur — Département de la Côte d'Or

Detail des Services.	Campagnes et Blessures.
<i>Entré aux écoles comme volontaire dans la légion de Mirabeau le 1793</i> <i>Entré à l'école de médecine dans les bureaux de Bouché de Beaulieu 1794</i> <i>Reçu sous-officier 1795</i> <i>Reçu sous-officier Mobile Compagnie N° 2, 1797</i> <i>Admis dans le corps, jusqu'au licenciement général.</i> <i>Entré au Régiment de Chasse à cheval de la garde le 12 mai 1808</i> <i>Placé au Régiment de Chasse à cheval de la garde le 13 oct. 1809</i> <i>Placé au Régiment de Chasse à cheval de la garde le 26 oct. 1810</i> <i>Officier de la légion le 27 fév. 1814</i> <i>Baron le 27 fév. 1814</i>	<i>Fait les Campagnes de 1792, 93, 2, 3, 4, 5, 6, 7,</i> <i>1808 en Espagne 1809 en autriches 1812 en Russie 1813 de la</i> <i>1814 en France</i> <i>Blessé, en 93 d'un coup de feu à la tête d'éclat</i> <i>en 95 d'un coup de feu et d'un coup de sabre à la tête</i> <i>en 99 d'un coup de feu à la jambe droite</i> <i>en 1814 d'un coup de feu à la tête</i> <i>en 1814 avec un coup de boulet auquel il est</i> <i>résulté l'amputation de la main droite.</i>

CERTIFIÉ véritable par nous MEMBRES composant le Conseil d'Administration.

Paris, le 20 juillet 1814.

par nous Sous-Inspecteur aux Revues.

Paris, le 21. *J. L. F. 1814.*

Capelle *Labat* *M. Lœcherer* *Roman*
André *André* *André* *André*

Etats de services, campagnes et blessures de Girardot, établis en juillet 1814. Aucune distinction n'y est faite entre le service à l'armée de Condé ou à la Grande Armée. (Archives du Service historique de l'Armée de terre.)

à qui il refuse par ailleurs le statut d'officier. Quelques mots à un aide de camp. Sur le champ de bataille même, Girardot est fait baron de l'Empire dans le même temps qu'on l'ampute.

En moins de trois semaines, entre le 18 février et le 7 mars (3), François Girardot, chirurgien-major parmi beaucoup d'autres, sera devenu officier

(3) Ce sont les dates des faits. Pour le dossier qui ne retient que les homologations, cela donne 27 février et 5 avril 1814.

de la Légion d'honneur, puis baron. Dans les deux cas, dans l'exercice de ses fonctions et le tumulte même du combat (4). A l'armée, seuls Percy et Larrey, l'un et l'autre commandeurs, ont davantage, mais ils sont inspecteurs généraux et à la tête du Service de santé. Desgenettes, Médecin en chef de la Grande Armée, n'a pas plus. Ni Yvan, toujours dans l'ombre de Napoléon, ni Heurteloup lorsqu'il meurt en 1812. De même, à la cour, Corvisart, le propre Premier médecin de Leurs Majestés. Mais il est de fait qu'à la différence de tous, Girardot est le seul à payer cela d'une jambe. Le 5 avril, les lettres de créance sont enregistrées. Pour être baron de l'Empire, il était temps. Dans moins d'une semaine, le comte d'Artois, entouré des maréchaux de Napoléon, fera sous les ovations de la foule son entrée dans Paris.

Mais le retour des Bourbons n'est pas un problème pour François Girardot. Il en a été un fidèle serviteur. Il a émigré et servi à l'armée de Condé qu'il n'a quitté qu'à sa dissolution. Aussi voit-on, le 8 octobre 1814, l'ancien sous-lieutenant des chasseurs nobles beaucoup plus que l'unijambiste baron de l'Empire reçu en audience au palais Bourbon par le prince de Condé, au côté de qui se trouve le général d'Ecquevilly, « ci-devant maréchal général des logis de la cavalerie de l'armée de Condé ». Girardot demande la croix de Saint-Louis qui lui est aussitôt accordée. Le décret est publié le 1^{er} février 1815 et la décoration remise par le comte d'Artois en personne le 12 février. L'épisode de la croix de Saint-Louis mérite un instant d'attention. Les médecins militaires ne sont pas plus officiers sous la Restauration qu'ils ne l'étaient sous l'Empire. C'est la réponse que l'on fera sèchement, en la refusant, à ceux qui auront eu, Larrey en tête, l'incongruité de la solliciter. C'est l'ancien garde noble qui est décoré. Au sein du Service de santé, le cas de Girardot est absolument unique.

Le 17 février, la monarchie confirme la couronne donnée par l'Empire ; le roi, tenant à récompenser le zèle et le dévouement du nouveau baron « dans l'exercice de ses fonctions de chirurgien de nos armées où il a reçu de graves et honorables blessures ». Il n'y a pas à hésiter. Si le texte n'avait fait allusion qu'aux blessures seules, il aurait pu s'agir de celles reçues à l'armée des Princes ; mais l'association des fonctions de chirurgien et des blessures montre qu'il s'agit bien de Montereau et de Craonne. Comme il l'a annoncé en foulant la terre de France, Louis XVIII couvre le passé. C'est vraiment la dix-neuvième année de son règne. Royales ou impériales, les armes de Girardot auront rarement été aussi parlantes : deux lances croisées de cheveu-légers polonais et au dessous, bottée et éperonnée, une jambe coupée.

Mais les honneurs ne suffisent pas à faire vivre, même s'ils y aident ; et Girardot, qui ne peut plus mener la vie des camps, cherche un poste dans un hôpital militaire. Il n'en existe pas de libre et, face à la pléthore des médecins des armées que le retour à la paix rend encombrants, la tendance est plutôt au dégagement des cadres qu'à la création de postes nouveaux. L'intervention du roi est donc nécessaire. Du roi ? Non, de l'empereur qui,

(4) D'autres exemples de même nature inspirèrent les romanciers. Dans *Les Misérables*, Victor Hugo confère au père de Marius le grade de colonel, le titre de baron et la rosette dans la même journée de Waterloo.

entre-temps, est revenu. Mais où est le problème pour le glorieux mutilé, anobli par Napoléon sur le champ de bataille même ? Le 8 mai 1815, Bertrand, grand-maréchal du Palais, écrit à Larrey pour l'inviter à trouver un emploi à Girardot. « L'amputation de sa cuisse l'empêcherait sans doute de faire des opérations difficiles, mais il semble qu'il pourra être utile dans un hôpital. C'est un brave homme (5) à qui l'empereur porte intérêt et qui a d'excellents services. » Mais il n'y a rien de vacant à l'hôpital de la Garde. Aussi, le 7 juin appuyé sur ses béquilles, Girardot se place sur le chemin de l'empereur qui sort de la messe et lui demande, puisqu'il n'y en a pas à l'hôpital de la Garde, un poste de chirurgien-major-adjoint aux Invalides. Napoléon écoute, opine, l'autorise à faire sa demande et ordonne au général Caffarelli qui assiste à l'entretien de donner à l'affaire un tour favorable. La requête, adressée le 13 juin, est effectivement apostillée par Caffarelli, sans chaleur excessive d'ailleurs. « Faire ce qui est possible ». Mais lorsqu'elle sera étudiée aux Invalides, Waterloo se sera produit et Caffarelli, tout comme Napoléon, sera bien loin. La réponse est donnée le 23 juin. Elle est négative. Il n'y a pas de poste de chirurgien-major-adjoint prévu. Un détail de la lettre est savoureux. Dans le texte du refus, le secrétaire fait allusion à « l'organisation du Service de santé de l'hôtel des Invalides ». Puis il se ravise, Napoléon n'a pas encore abdicé. Aussi il surcharge : « ... de l'hôtel impérial des Invalides ».

Mais cette fois, il semble que Girardot aurait mieux fait de béquiller jusqu'à Gand, plutôt que de se mettre sur le chemin de l'empereur, même à la sortie de la messe. Son crédit semble obéré et rien ne lui est ni proposé, ni trouvé. Sinon sa retraite, sans lui laisser beaucoup le choix : 1 800 F par an, soit 900 F pour ses blessures et 900 F pour 29 ans, 4 mois et 6 jours de services. C'est assez peu. Pour un baron surtout, si l'on se souvient que Napoléon avait fixé à 3 000 F le plancher des revenus exigés pour pouvoir accéder à la noblesse impériale. Et tout baron qu'il est, Girardot ne paraît pas appartenir au petit clan des « grands » du Service de santé (6). L'avenir serait bien sombre s'il n'y avait pas ses amis polonais...

La scène suivante se déroule à Varsovie. Le militaire privé de ses papiers et qui doit faire la preuve de son identité ne dut pas être rare à l'issue de ces années de guerre, que les documents aient été volés, perdus, qu'ils aient disparu dans la Bérézina (7) ou qu'ils se soient volatilisés au vent d'un boulet, comme ce fut pour lui le cas à Craonne. « Par devant nous, écrit un procès-verbal timbré de l'aigle de Pologne, référendaire au Conseil d'Etat, président de la municipalité de la ville de Varsovie, Grand Cordon de l'ordre de Saint-Stanislas, ont comparu MM. Vincent comte Krasinski (8), général de division,

(5) Lire : « un homme brave ».

(6) Celui-ci possède un autre amputé de haut niveau, le chirurgien François Vergez, dont une jambe, emportée en 1792, figure également dans ses armoiries de chevalier de l'Empire (1813). Personnalité parisienne remuante, se mêlant de tout, candidat à tout, il obtiendra en 1816 une retraite double de celle de Girardot : 1 800 F pour son amputation, 1 800 F pour 31 ans, 4 mois et 12 jours de services (Archives du Val-de-Grâce).

(7) C'était le cas de Larrey.

(8) Colonel en 1807 du régiment des chevaux légers polonais de la Garde.

colonel général de la Garde du roi de Pologne, Grand Cordon de l'ordre de Saint-Stanislas et Sainte-Anne et S.A. le prince Alexandre Radziwill, capitaine des Gardes, lesquels m'ont déclaré qu'ils connaissent parfaitement M. le baron François Girardot, ex-chirurgien-major. » N'est-ce pas une séquence balzacienne qui pourrait appartenir au « Colonel Chabert » ?

Puis, Girardot une fois à Varsovie, la nuit tombe sur les clochers bulbés. Nous ne savons quasiment plus rien sur lui, sur son mode d'existence, ses revenus ou ses relations, rien, sinon qu'il y meurt en janvier 1831 et que sa femme et ses enfants sont demeurés à Paris. Une note au dossier nous apprend qu'il a sollicité et obtenu en mars 1817 de séjourner définitivement en Pologne, étant entendu que sa pension de retraite continuera d'être versée à sa femme en France. En février 1819, celle-ci va, à la demande de son mari, chercher à la Chancellerie une attestation du brevet de Saint-Louis. Elle signe sur la décharge « baronne *de* Girardot ». La particule n'est pas un accident, mais nous confirme que nous sommes toujours dans le monde de Balzac.

Elle introduit également la dernière image extraite, non des trois dossiers, mais du *Révérénd*, l'annuaire de la noblesse impériale. Elle montre un fils attaché aux idées de sa mère, mais avec, étant fonctionnaire, un sens plus marqué du légalisme, même si la démarche nous paraît aujourd'hui friser le ridicule. En novembre 1859, le baron Auguste Girardot, sous-préfet, fils du baron François Girardot, chirurgien-major de la Garde, décédé, obtient par décret impérial de s'appeler Auguste de Girardot.

Ainsi, François Girardot aura-t-il été oublié par l'Histoire. Oublié plus que méconnu. A dire vrai, sa personnalité est modeste et son passage dans ses différents emplois discret. Aucun de ces rapports violents, aux phrases cinglantes et définitives, l'opposant, comme tant d'autres chirurgiens d'unités, à la direction du Service de santé ou, au niveau supérieur, aux tout-puissants intendants. Même s'il est passé par l'Hôtel-Dieu et s'il appartient à cette génération de médecins « tombés, suivant le mot de Flaubert, du tablier de Bichat », il ne semble pas qu'il ait beaucoup fréquenté ses confrères. Si, au sein de son ambulance, son service fut vraisemblablement impeccable, une seule allusion à lui dans toute la correspondance de Larrey, pourtant chirurgien en chef de la Garde, dont relevait le régiment de lanciers polonais. Mais aussi, aucune contribution à la science, aucune communication à la Société de médecine de Paris que les militaires fréquentaient pourtant comme les civils, aucune publication. Dans la forme, Frédéric Masson a tort, mais il est moins critiquable dans le fond. Le septième baron du Service de santé, aux titres indiscutables, n'eut pas vraiment le temps de se mêler aux autres. La jalousie y fut aussi pour quelque chose. Un titre de baron, la rosette, l'Internat, passe encore ; la croix de Saint-Louis, c'est une autre affaire.

Mais quelle superbe image, même si le cri est réglementaire, laisse, au cœur de la bataille, son salut à l'empereur. Et, des Bourbons à Napoléon et vice versa, quelle tranquille indifférence à toute espèce de conviction. Paul Valéry disait que ce mot avait été inventé pour masquer l'incertitude de la pensée. Je ne sais si le baron Girardot, une fois amputé, se sentait certain ou incertain sur son pilon ; mais pour ce qui est de sa pensée, reconnaissons qu'il ne nous a guère — sinon à ses contemporains, du moins

au regard froid des archives — masqué ce qu'en furent les incertitudes. Traînant la jambe dans les méandres de l'Histoire, au moins aura-t-il eu la sagesse d'éviter ces déclarations d'allégeance, aussi fracassantes qu'éphémères. Beaucoup, couverts de plumes, de dorures, de cordons, n'auront pas eu cette pertinence. Le « Vive l'Empereur » de Craonne, qui dans son contexte mérite de rejoindre la légende napoléonienne, me paraît inspiré beaucoup plus par un certain sens de l'esthétique ou de l'éthique que par l'inconditionnalité. Si une phrase résumant sa vie doit être mise dans la bouche de Girardot, plus que ce cri, je l'emprunterais à Larrey, revenant de Waterloo et allant le plus naturellement du monde demander à Louis XVIII de le confirmer dans ses fonctions de chirurgien en chef de la Garde de nouveau royale : « Je n'ai jamais eu d'opinion politique. L'intérêt seul de l'humanité a fixé constamment toute ma sollicitude. »

SOURCES :

- *Archives du musée du Val-de-Grâce.* (Le dossier contient des pièces sur l'armée de Condé et le séjour final en Pologne.)
- *Archives du Service historique de l'armée de terre :*
 - Dossier « carrière » (états de service, grades, blessures, décorations, séjour en Pologne).
 - Dossier « pension » (entre autres, les documents propres à la croix de Saint-Louis).
- *Bibliothèque nationale, Fonds Larrey :* Nouvelles acquisitions françaises (correspondance, notes et rapports du baron Larrey, chirurgien en chef de la Garde, puis de la Grande Armée). N.A.F. 5884.
- *Archives de l'Assistance publique :*
Promotion 1804 de l'internat des hôpitaux de Paris (20 internes nommés).
- *Archives militaires polonaises :*
Pour l'instant, malgré un très sympathique intérêt, aucun document relatif à Girardot n'a encore été retrouvé à Varsovie, en raison vraisemblablement des destructions massives d'archives lors de la dernière guerre.